

CONVENTION DE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

CONVENTION CADRE POUR LA MISE OEUVRE DU PLAN PAYSAGE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DU CHABLAIS

23-CO-0734-AVT2-SDé

PREAMBULE

« L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public ».

Article 1^{er} loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

« Les maîtres d'ouvrage sont les responsables principaux de l'ouvrage. Ils ne peuvent déléguer cette fonction d'intérêt général (...) »

Article L2411-1 du code de la commande publique.

« Les communes ou établissements publics compétents peuvent avoir recours aux conseils du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement lors de l'élaboration, de la révision ou de la modification de leurs documents d'urbanisme ».

Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 Décembre 2000.

- Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement est une association à but non lucratif créée par la loi sur l'architecture de 1977, mise en place par le Conseil Général en 1979, investie de plusieurs missions d'intérêt général. Il a pour objet la promotion de la qualité architecturale, urbaine et paysagère ;
- Il est à la disposition des collectivités territoriales et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ;
- Les actions du CAUE revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir les politiques publiques qualitatives au travers de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage et, à ce titre, le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; son action est indépendante et désintéressée ;
- Le programme d'activités du CAUE, arrêté par son Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale, prévoit notamment la mise en place de conventions de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage.

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE ENTRE :

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), représenté par sa Présidente, **Madame Géraldine PFLIEGER**, agissant en cette qualité,

et

le CAUE de Haute-Savoie, représenté par son Président, **Monsieur Joël BAUD-GRASSET**, agissant en cette qualité,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit le cadre de la mission d'accompagnement du SIAC et de ses communes adhérentes pour la mise en œuvre opérationnelle du Plan de Paysage du Chablais. Elle prévoit l'organisation des moyens susceptibles d'aider la collectivité à réaliser ses objectifs, et notamment de permettre aux communes adhérentes d'être accompagnées pour aboutir à l'intégration des objectifs du Plan Paysage dans leurs aménagements et/ou documents d'urbanisme.

Cette démarche s'inscrit dans la volonté du SIAC de garantir une mise en œuvre qualitative du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), en accordant une importance fondamentale à la question du paysage pour le Chablais. La réalisation du Plan de Paysage du Chablais et sa mise en œuvre opérationnelle constitue ainsi une étape significative dans cette démarche volontaire, conforme à l'article L141-19 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : CADRE GENERAL DE LA MISSION

Conformément aux besoins exprimés par le SIAC, le CAUE lui apportera son concours pour l'accomplissement des actions précisées en annexe.

Cette mission d'accompagnement vise plus particulièrement :

- l'expression ou la formulation d'orientations qualitatives d'architecture, d'urbanisme, de paysage et d'environnement, répondant aux objectifs d'intérêt public définis à l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture ;
- l'exercice, par la collectivité, de ses responsabilités de maître d'ouvrage résultant des obligations des articles L2421-1 à L2421-3 du Code de la commande publique ;
- la constitution de supports de compréhension et/ou de moyens d'animation nécessaires à la concertation prévue par l'article L 103-2 à L 103-6 du Code de l'urbanisme.

A ce titre, la démarche proposée par le CAUE implique un éclairage technique à dimension culturelle et pédagogique, une indépendance d'approche et une capacité d'accompagnement dans la durée.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Pour la réalisation des objectifs exprimés par la personne publique, et dont une description précise est annexée aux présentes, les parties conviennent de mettre en commun tous les moyens nécessaires.

3-1 Apport du CAUE de Haute-Savoie :

Le CAUE apporte à le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et l'ensemble de son expérience de conseil ; il effectuera toutes les diligences nécessaires à la réalisation des objectifs ;

Le CAUE assume sur ses fonds propres, constitués notamment par le versement d'un pourcentage de la part départementale de la Taxe d'aménagement, l'ensemble des dépenses prévisionnelles de fonctionnement afférentes au contenu de la mission.

La mission du CAUE sera matérialisée in fine par la fourniture, en deux exemplaires, d'un document de synthèse. La reproduction d'exemplaires supplémentaires sera à la charge de .

Selon la nature de la mission, le CAUE pourra être amené à confectionner des supports communs de compréhension et/ou de moyens d'animation nécessaires à la concertation. A la demande de son cocontractant, le CAUE pourra être amené à réaliser une exposition, une conférence ou des formations.

3-2 Apport du SIAC :

Le SIAC adhère au CAUE et est à jour de sa cotisation ;

Le SIAC fournit au CAUE toutes les informations et tous les documents nécessaires pour la réalisation de sa mission, les frais éventuels y afférents lui incombent, soit directement, soit en remboursant au CAUE toutes dépenses qu'il exposerait pour se les procurer, après que la collectivité ait donné son accord, sur présentation des justificatifs ;

Le SIAC remboursera au CAUE tous les frais éventuels de logistique liés aux supports de compréhension (fabrication des supports, panneaux, installation et information du public...) notamment en cas de réalisation d'une exposition, d'une conférence ou de formations spécifiques. Ces dépenses ne seront engagées qu'après accord préalable de la collectivité et seront remboursées soit sur présentation des justificatifs, soit en exécution d'un avenant ;

Le SIAC versera au CAUE, à la signature de la présente convention, une contribution volontaire et forfaitaire d'un montant de 9500 € net au titre de sa participation au financement de l'activité du CAUE.

La présente convention fait l'objet d'un contrat avec des intervenants extérieurs habilités par le CAUE ; Le SIAC en assure la prise en charge administrative et financière selon les modalités précisées en annexe.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention régit les relations entre les parties pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement de la mission par le CAUE. Cette période est estimée à 36 mois environ à compter de la date de la décision de l'organe délibérant de la collectivité. Cette durée pourra être modifiée par un avenant.

ARTICLE 5 : REGLEMENT DE LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE

La contribution volontaire et forfaitaire est versée par la collectivité à la signature de la présente convention et dès réception de la demande faite par le CAUE.

N° de SIRET de la collectivité..... 25740256000029*

Délibération n°D20_AVRIL2024 du 24 avril 2024 portant sur la Signature d'une convention avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Haute-Savoie (CAUE74) dans le cadre d'un accompagnement pour la mise en œuvre du Plan de Paysage du Chablais et contribution volontaire du SIAC aux actions du CAUE74

ARTICLE 6 : REGIME FISCAL

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée. Son activité de conseil et d'accompagnement dans l'intérêt du public le place hors du champ concurrentiel. Le CAUE n'est pas assujéti à la TVA, ni aux taxes dues par les entreprises artisanales, industrielles ou commerciales (TPE...).

ARTICLE 7 : RESILIATION

Les parties pourront résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception dûment motivée.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS LEGALES

1 - La propriété intellectuelle :

- a) tous les documents, y compris ceux résultant d'un accord donné par un tiers, ou objets de propriété intellectuelle issus de la présente convention, sont et restent la propriété du CAUE.
- b) Le SIAC pourra utiliser librement les documents ou objets de propriété intellectuelle issus de la présente convention. Il s'engage à citer, dans toutes les publications ou diffusions écrites ou audiovisuelles, et à quelque niveau que ce soit, l'origine des supports utilisés, ainsi son partenariat avec le CAUE.
- c) les professionnels privés qui interviendraient dans l'étude ou la réalisation de la présente convention conservent leurs droits de propriété intellectuelle sur la partie qu'ils auront réalisée. Ils pourront également citer leur participation avec l'accord conjoint du CAUE et du SIAC.

2 - Le règlement des litiges :

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de soumettre, avant tout autre moyen, leur différend à un comité par la voie de la conciliation. Ce comité de conciliation sera composé des signataires de la présente convention.

En cas d'échec de cette procédure, le litige sera porté devant la juridiction compétente, à savoir, le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Annecy, le 16 avril 2024

**le CAUE de Haute-Savoie,
Monsieur Joël BAUD-GRASSET
Président**

**Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais,
Madame Géraldine PFLIEGER
Présidente**

*A compléter par le signataire

ANNEXE A LA CONVENTION DE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DU MAITRE

CONVENTION CADRE POUR LA MISE OEUVRE DU PLAN PAYSAGE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DU CHABLAIS

23-CO-0734-AVT2-SDé

I - DEMANDE INITIALE ET CONTEXTE

Après une rencontre du 21 février 2024, le SIAC sollicite le CAUE pour l'accompagner dans la mise en œuvre opérationnelle du Plan de Paysage du Chablais. Il s'agit notamment de structurer un dispositif technique et culturel qui puisse être mis à la disposition des communes adhérentes pour les aider à traduire les objectifs du Plan Paysage dans leurs aménagements ou leurs documents d'urbanisme.

II - CONTENU DE LA DEMARCHE PROPOSEE

Le CAUE de Haute-Savoie a pour mission de contribuer à la mise en œuvre du plan paysage du Chablais sur l'ensemble du territoire en apportant une compétence technique juridique et culturelle.

La démarche comprend 3 temporalités complémentaires :

- L'acculturation : L'acculturation a pour objet de partager les enjeux de l'accompagnement d'une part et de construire une méthode partagée entre le CAUE et le SIAC pour accompagner les collectivités adhérentes. Le CAUE constitue en effet un groupe d'intervenants habilités qui seront les acteurs opérationnels auprès de collectivités adhérentes. Ce groupe composé d'un paysagiste-conseil et des quatre architectes-conseil répartis sur le territoire sera animé par des membres de l'équipe permanente du CAUE. La phase d'acculturation doit leur permettre de s'approprier les orientations de la charte paysagère et de construire, avec les équipes du SIAC la méthode de mise en œuvre de la charte avec les collectivités adhérentes. Elle comprend 1 journée de visite de terrain et 1 journée d'échange et de partage portant sur les fiches-actions de la charte. Il est prévu que ces travaux se déroulent au printemps 2024.
- La diffusion : L'objectif est de présenter le projet de mise en œuvre de la charte paysagère du Chablais à l'ensemble des collectivités adhérentes. Une conférence, coanimée par l'équipe du SIAC, le CAUE et le Paysagiste-Conseil du CAUE permet à chacun de se ressaisir des objectifs de la charte d'une part et comprendre le dispositif d'accompagnement proposé par le SIAC avec l'appui du CAUE d'autre part. Cette conférence doit être programmée avant la césure estivale 2024.
- L'accompagnement : Lorsque des collectivités adhérentes en exprimeront le souhait, une convention tripartite entre la collectivité, le SIAC et la CAUE définira le cadre de l'accompagnement attendu et sa portée.

Le CAUE proposera d'organiser des résidences du paysage pour chaque commune ou EPCI du SIAC qui en fait la demande. Il s'agit sur une période de quelques jours (qui peuvent être discontinus et dont la durée est définie au cas par cas en fonction de la dimension du territoire) d'investir tout ou partie du territoire communal pour procéder à un diagnostic précis et partagé en rapport au plan paysage. Il s'agit d'identifier les enjeux de sa mise en œuvre dans un premier temps, puis de proposer des orientations stratégiques dont les élus pourront se saisir pour préparer une commande de maîtrise d'œuvre le cas échéant.

Les résidences seront conduites par le paysagiste-conseil accompagné sur chaque territoire par l'architecte-conseil de la commune. Ces intervenants sont des consultants habilités par le CAUE. Pour établir la synthèse stratégique du plan paysage communal, le CAUE pourra proposer l'intervention d'une urbaniste spécialisée en droit de l'urbanisme, salariée du CAUE, qui pourra définir les points de vigilance et les orientations juridiques permettant d'aboutir à la bonne mise en œuvre du plan.

Ces travaux se feront en lien étroit avec les maires et leurs adjoints et l'équipe du SIAC.

Ainsi l'accompagnement se décline selon les 3 phases suivantes :

- Diagnostic du territoire : il s'agit, par le parcours orienté du territoire, avec des élus et éventuellement des administrés, de prendre connaissance des caractéristiques du territoire et d'identifier les secteurs à enjeux spécifiques nécessitant la définition d'orientations adaptées. Le diagnostic est traduit en cartes commentées. Il peut faire l'objet d'une présentation publique.
- Définition des enjeux de la mise en œuvre du plan paysage : Cette seconde phase tire les enseignements de la synthèse du diagnostic et identifie les secteurs et sujets présentant un enjeu spécifique d'adaptation et/ou de transformation. Elle permet la formulation d'un plan paysage communal déclinant les objectifs du plan paysage du

Chablais. Elle est traduite en cartes (une carte générale et des cartes de secteurs, le cas échéant) assorties de commentaires précisant les principes et la nature des évolutions à envisager.

- Orientations opérationnelles de l'aménagement du territoire. La dernière phase, optionnelle, permet de proposer les outils juridiques permettant à la collectivité de garantir la bonne mise en œuvre du plan paysage communal et de préparer, le cas échéant, une commande de maîtrise d'œuvre auprès des ingénieries privées.

Le CAUE contribue également à la formation des acteurs du territoire. La mise en place de formations intra sur demande du SIAC fera l'objet de conventions de formation spécifiques.

III - MOYENS

Sous la responsabilité de Stéphan DEGEORGES, directeur, et de Jacques FATRAS, responsable du pôle « Conseil et Accompagnement »,

La mission sera conduite dans le cadre d'un groupe de travail composé de :

- Clémentine Jouvenceau, conseillère paysage du CAUE de Haute-Savoie
- Mathias Apicella, conseiller architecture, en charge du réseau des architectes-conseil, du CAUE de Haute-Savoie
- Sylvaine Corbin, conseillère urbanisme du CAUE de Haute-Savoie
- Christophe Veyrat-Parisien, Paysagiste-conseil, intervenant habilité par le CAUE de Haute-Savoie
- Adrien Cuny, Architecte-conseil de Thonon-Agglo, intervenant habilité par le CAUE de Haute-Savoie
- Anne Raimond, Architecte-conseil de Thonon-Agglo, intervenante habilitée par le CAUE de Haute-Savoie
- Séverin Perreault, Architecte-conseil de la CCPEVA, intervenant habilité par le CAUE de Haute-Savoie
- Anthony Laffargue, Architecte-conseil de la CCCHC, intervenant habilité par le CAUE de Haute-Savoie

IV - MODALITES FINANCIERES

Au cas où l'étude nécessiterait une expertise complémentaire, et donc le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs spécialisés habilités par le CAUE, le SIAC assure leur prise en charge administrative et financière.

La mission des intervenants extérieurs fait l'objet d'un contrat entre ceux-ci et la collectivité, dont une copie est transmise au CAUE, de même que toutes les modifications ou avenants ultérieurs apportés à ce contrat.

D'un commun accord, le nombre maximum de vacations, pour la mission qui fait l'objet de cette convention, est fixé à 24. Toutefois, si des vacations supplémentaires devaient être prévues, la présente convention serait alors modifiée par un avenant. Conformément aux règles de déontologie fixées par le CAUE, les intervenants extérieurs missionnés sont exclus de toute mission de maîtrise d'œuvre ultérieure directement liée à l'objet de la présente convention.

Le coût de la vacation des intervenants habilités par le CAUE est fixé par le Conseil d'administration du CAUE. Pour l'année 2024, le montant de celle-ci - pour une demi-journée - est de 263 € HT. Le nombre maximum de vacations pour la mission est fixé d'un commun accord entre la collectivité et le CAUE. Ce dernier pourra éventuellement être modifié par avenant.

Toutes autres modifications ultérieures décidées par le Conseil d'administration du CAUE, des règles précitées, s'appliquent de plein droit à la présente convention.

À noter qu'à la signature de chaque convention tripartite, une contribution volontaire et forfaitaire d'un montant de 1000 € net au titre de la participation au financement de l'activité du CAUE est demandée. Le nombre de vacations pour chaque convention dépendra de l'ampleur de la mission de chaque collectivité. Ce nombre sera défini d'un commun accord pour chaque convention tripartite.

Fait à Annecy, le 16 avril 2024

le CAUE de Haute-Savoie,
Monsieur Joël BAUD-GRASSET
Président

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais,
Madame Géraldine PFLIEGER
Présidente